

TABLE DES MATIÈRES

Chapitre 1 – Introduction générale	1
1. De l'environnement	1
1.1 La définition	1
1.2 Les problèmes environnementaux	5
1.3 La conservation et l'utilisation	7
1.4 Les sciences de l'environnement	9
1.5 Les éthiques environnementales	9
2- De l'homme et de son environnement	15
2.1 L'effet des activités humaines sur l'environnement : la formule Ehrlich	15
2.1.1 La population	17
2.1.2 La richesse (C)	25
2.1.3 La technologie (T)	27
2.2 Pourquoi s'en préoccuper ?	29
2.2.1 Pour éviter la catastrophe	29
2.2.2 Pour les générations futures	30
2.2.3 Pour réaliser le droit à un environnement sain	33
2.2.4 Pour le maintien de la paix internationale.	34
3. L'histoire	36
3.1 Avant 1972	36
3.2 La Conférence des Nations Unies sur l'environnement humain (CNUEH) de Stockholm (1972)	37

3.3	La Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement (CNUED) de Rio (1992)	39
3.4	La Conférence des Nations Unies sur le développement durable (CNUDD) de Johannesburg (2002)	41
3.5	La Conférence des Nations Unies sur le développement durable (CNUDD) de Rio+20 (2012)	42
4.	Objet et fonction du droit international	48
4.1	Objet	48
4.2	Fonction	49
	Bibliographie sommaire	51
	Chapitre 2 – Les institutions, la formation des normes et les mécanismes d'application	53
1.	Les institutions	53
1.1	Les institutions interétatiques à vocation universelle	57
1.1.1	L'Assemblée générale des Nations Unies et le Conseil économique et social	58
1.1.2	Le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE)	59
1.1.3	La Commission du développement durable et le Forum politique de haut niveau pour le développement durable	63
1.1.4	Le Fonds pour l'environnement mondial	64
1.1.5	Les Conférences des Parties et les Secrétariats	65
1.1.6	Les agences spécialisées de l'ONU	66
1.1.6.1	L'Organisation maritime internationale (OMI)	67
1.1.6.2	L'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)	68
1.1.6.3	L'Organisation mondiale de la santé (OMS)	69
1.1.6.4	L'UNESCO (Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture)	70

1.1.6.5	L'Organisation météorologique mondiale (OMM) et le <i>Groupe d'Experts Intergouvernemental sur l'Évolution du Climat</i> (GIEC)	71
1.1.6.6	L'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA)	72
1.2	Les institutions interétatiques régionales.	73
1.3	Les organisations non gouvernementales (ONG)	75
2.	La formation des normes.	76
2.1	L'élaboration des traités relatifs à la protection de l'environnement.	77
2.2	Les caractéristiques des traités relatifs à l'environnement.	81
2.3	Les autres sources du droit international de l'environnement.	84
3.	Les mécanismes de respect des obligations	87
	Conclusion.	96
	Bibliographie	98
	Chapitre 3 – Les concepts et principes généraux	105
	Introduction	105
1.	Le concept de développement durable	106
1.1	Les notions générales	106
1.2	Les conceptions faible et forte du développement durable.	110
1.3	Les principes structurants du développement durable : intégration, équité intra et intergénérationnelle	112
1.3.1	Principe d'intégration	113
1.3.2	Équité intragénérationnelle	116
1.3.3	Équité intergénérationnelle	118
1.4	Le statut juridique et la portée du développement durable.	120

2. Le principe de la souveraineté permanente sur les ressources naturelles	123
3. Le principe de prévention	125
3.1 Les notions générales	125
3.2 Volet substantif	130
3.3 Volet procédural	134
3.3.1 La réalisation d'une étude d'impact sur l'environnement (EIE)	134
3.3.2 La notification et la consultation	135
4. Le principe de précaution	138
4.1 Les définitions	139
4.2 Les applications	146
4.2.1 L'Accord sur l'application des mesures sanitaires et phytosanitaires	146
4.2.1.1 L'Affaire Japon – Mesures visant les produits agricoles	147
4.2.1.2 L'Affaire du bœuf aux hormones	148
4.2.2 Le Protocole de Cartagena	153
4.2.3 Les lignes directrices européennes de février 2000	154
5. Le principe du pollueur-payeur	157
5.1 Les notions générales	157
5.2 Une mise en œuvre difficile	161
5.3 Les problèmes particuliers	162
6. Le principe des responsabilités communes mais différenciées	164
6.1 Les notions générales	164
6.2 La signification	167
6.3 Liens avec le développement durable	170
6.4 Modalités d'application	171
6.5 Statut juridique	172

7. Principe de participation du public.	175
7.1 Les notions générales	175
7.2 Les applications	176
Conclusion	177
Bibliographie.	178
Chapitre 4 – L’environnement et les droits de l’homme	183
Introduction	183
1. Du droit de l’environnement au droit à l’environnement : la pertinence du recours aux droits de l’homme d’une troisième génération pour une protection accrue de l’environnement	186
1.1 Le développement des deux premières générations de droits de l’homme	188
1.1.1 Les droits de l’homme de première génération	189
1.1.2 Les droits de l’homme de deuxième génération	189
1.2 Le développement du droit à l’environnement comme droit d’une troisième génération de droits de l’homme.	190
1.2.1 Le droit à l’environnement dans les textes internationaux	191
1.2.2 Le droit à l’environnement dans les textes régionaux	192
2. Le débat sur le droit à l’environnement comme droit de l’homme.	193
2.1 Le débat sur la forme : la remise en cause de l’existence même des droits de troisième génération ou « droits de solidarité »	194
2.1.1 Le danger d’affaiblir les droits existants	196

2.1.2	Les difficultés liées aux sources des droits de l'homme de la troisième génération : des titulaires flous, une mise en œuvre insuffisante	199
2.1.3	L'anthropocentrisme du droit à l'environnement	203
2.2	Le débat sur le fond : l'opportunité d'un droit de l'homme à l'environnement	209
2.2.1	Peut-on assurer la mise en œuvre du droit à l'environnement en recourant simplement aux droits de l'homme existants ?	209
2.2.2	Peut-on assurer la mise en œuvre du droit à l'environnement en recourant aux droits procéduraux ?	233
3.	A-t-on besoin d'un nouveau droit à l'environnement ou le « verdissement » des autres droits et les droits procéduraux suffisent-ils ?	240
3.1	Les motivations en faveur de la reconnaissance d'un droit à l'environnement autonome	240
3.2	Comment définir le droit à l'environnement ?	242
	Conclusion	244
	Bibliographie.	247
	Chapitre 5 – La protection internationale des espèces de la faune et de la flore	257
	Introduction	257
1.	Les causes et l'ampleur de la disparition des espèces	259
1.1	La surexploitation des ressources	262
1.2	La transformation des terres et des habitats	263
1.3	La pollution et les changements climatiques	264
2.	L'évolution des concepts et des approches	265
2.1	La conservation	265
2.1.1	Les approches utilitaristes	270

2.1.2	Les approches conservacionnistes	271
2.1.3	Les approches intégrées	272
2.2	La souveraineté nationale	274
3.	Les conventions multilatérales générales	274
3.1	La protection des habitats et des lieux de migration. .	276
3.1.1	La Convention pour la protection du patrimoine mondial, culturel et naturel	276
3.1.1.1	La souveraineté nationale sur le patrimoine culturel et naturel.	278
3.1.1.2	L'assistance internationale	283
3.1.1.3	Constat et défis à relever	287
3.1.2	La Convention relative aux zones humides d'importance internationale particulièrement comme habitats des oiseaux d'eau (Convention de Ramsar)	287
3.1.2.1	Des engagements souples	289
3.1.2.2	Les institutions de la Convention . . .	296
3.1.2.3	Constats et défis à relever.	296
3.1.3	La Convention sur la conservation des espèces migratrices appartenant à la faune sauvage (Convention de Bonn)	299
3.1.3.1	Des obligations de protection distinctes pour les espèces des annexes I et II. .	300
3.1.3.2	Les institutions de la Convention . . .	303
3.1.3.3	Constats et défis à relever.	303
3.1.4	La Convention relative à la conservation de la vie sauvage et du milieu naturel de l'Europe (Convention de Berne) : un instrument quasi général à portée intercontinentale Europe-Asie-Afrique	305
3.2	La protection des espèces par la réglementation de leur habitat, de leur chasse et la promotion de la recherche scientifique	307
3.2.1	Le régime du <i>Traité sur l'Antarctique</i>	307
3.2.1.1	La Convention pour la protection des phoques de l'Antarctique	310

3.2.1.2	La Convention sur la conservation de la faune et de la flore marines de l'Antarctique	311
3.2.1.3	Le Protocole au Traité sur l'Antarctique relatif à la protection de l'environnement (Protocole de Madrid)	314
3.2.1.4	Défis à relever pour le régime du Traité sur l'Antarctique	317
3.3	La protection des espèces par la réglementation de leur commerce international : La Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction	318
3.3.1	Une approche juridique empruntant la technique des annexes	322
3.3.1.1	L'annexe I	323
3.3.1.2	L'annexe II	324
3.3.1.3	L'annexe III	325
3.3.2	Les institutions de la Convention	326
3.3.3	Le système des réserves	328
3.3.4	Les amendements aux annexes	329
3.3.5	Les constats et les défis à relever	331
3.4	La protection des espèces et de leurs habitats par la lutte contre la désertification	333
3.4.1	La <i>Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification</i>	333
3.4.2	Les causes du problème	334
3.4.3	La réponse internationale	335
3.4.3.1	Les négociations de la Convention	335
3.4.3.2	Le champ d'application de la Convention	335
3.4.3.3	Les engagements des États	336
3.4.4	Les institutions de la Convention	340
3.4.5	Les constats et les défis à relever	341
4.	La protection d'espèces spécifiques par des conventions multilatérales de conservation	342

4.1	La réglementation internationale de la chasse à la baleine.	342
4.1.1	La Convention internationale sur la réglementation de la chasse à la baleine de 1946	343
4.1.1.1	Les origines et les objectifs	343
4.1.1.2	Le pouvoir de réglementation de la CBI	346
4.1.1.3	Les exceptions	347
4.1.1.4	Le moratoire de 1982	349
4.1.1.5	L'arrêt <i>Chasse à la baleine dans l'Antarctique (Australie c. Japon)</i> de la Cour internationale de justice	353
4.1.2	La prise en compte de la problématique baleinière par la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer	363
4.1.3	La prise en compte de la problématique baleinière par la CITES	364
4.2	Les traités de protection des phoques	370
4.2.1	Le Traité relatif à la préservation et la protection des phoques à fourrure.	372
4.2.2	La Convention pour la protection des phoques de l'Antarctique	374
4.3	Les conventions de protection des oiseaux.	374
4.3.1	La Convention de 1902 pour la protection des oiseaux utiles à l'agriculture	374
4.3.2	La Convention internationale pour la protection des oiseaux	375
4.4	Les conventions de protection des ours	377
4.4.1	L'ours noir	377
4.4.2	L'ours blanc.	378
	Conclusion	380
	Bibliographie.	381

Chapitre 6 – La biodiversité	389
Introduction	389
1. L'importance de la biodiversité et l'ampleur de son érosion	391
1.1 L'importance de la biodiversité	391
1.1.1 La diversité génétique	392
1.1.2 La diversité spécifique	393
1.1.3 La diversité écosystémique	393
1.1.4 Les interrelations entre ces trois niveaux de diversité biologique	394
1.2 L'érosion de la biodiversité : la définition du problème	396
2. Les négociations de la convention sur la diversité biologique : des positions antagoniques	406
2.1 L'approche conservacionniste des pays développés : la biodiversité, « patrimoine commun de l'humanité »	408
2.2 L'approche onusienne : le rejet du concept de patrimoine commun de l'humanité	411
3. Le contenu de la convention : les « obligations » souscrites	416
3.1 Le caractère des obligations	416
3.2 Les obligations de conservation et d'utilisation durable	419
3.2.1 La conservation de la biodiversité	420
3.2.2 L'utilisation durable de la biodiversité : le développement durable comme fondement à l'exploitation des ressources	423
3.2.2.1 Les possibilités de l'approche écosystémique	424
3.2.2.2 La biodiversité forestière	428
4. Le protocole de Nagoya sur l'accès aux ressources génétiques et le partage des avantages	437

4.1	Les négociations du Protocole de Nagoya sur l'accès aux ressources et le partage des avantages (Protocole de Nagoya sur l'APA)	438
4.2	Objectif et champ d'application du Protocole de Nagoya sur l'APA	442
4.3	Les conditions d'accès aux ressources génétiques	443
4.4	Le partage des avantages	446
4.4.1	La participation des nationaux aux travaux de recherche	447
4.4.2	Le transfert de technologies et de biotechnologies	448
4.5	La participation des communautés autochtones aux avantages et la reconnaissance de leurs savoirs traditionnels	454
4.5.1	Le consentement préalable des communautés autochtones concernant l'accès aux ressources génétiques	455
4.5.2	Le consentement préalable des communautés autochtones concernant l'accès aux connaissances traditionnelles associées aux ressources génétiques	456
5.	Le protocole de Cartagena sur la biosécurité	461
5.1	La biosécurité : l'état du problème	461
5.1.1	Les risques des OGM pour la santé	463
5.1.2	Les risques des OGM pour l'environnement	464
5.2	Les enjeux du Protocole de Cartagena	466
5.3	Le champ d'application du Protocole de Cartagena	470
5.3.1	Les OGM introduits intentionnellement dans l'environnement	471
5.3.2	Les OGM destinés directement à l'alimentation humaine ou animale ou à la transformation	474
5.4	Les sources potentielles de conflits entre le <i>Protocole de Cartagena</i> et les accords de l'OMC	475
5.4.1	L'incompatibilité des procédures d'évaluation des risques dans le cadre du <i>Protocole de Cartagena</i> et l'accord SPS de l'OMC	475

5.4.2	Le suivi et l'identification des OGM.	478
5.4.3	Le règlement des différends relatifs à l'application des obligations des Parties dans le droit de l'OMC et du <i>Protocole de Cartagena</i>	480
5.5	La responsabilité pour les dommages causés par les OGM : Le Protocole additionnel de Nagoya – Kuala Lumpur sur la responsabilité et la réparation relatif au Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques.	483
6.	Le mécanisme financier de la Convention sur la diversité biologique et de ses protocoles	488
6.1	Le financement de la prévention des risques biotechnologiques dans le cadre du Protocole de Cartagena	492
6.2	Le financement du Protocole de Nagoya sur l'APA	494
7.	Les institutions	494
8.	La responsabilité et la réparation	500
9.	Le contrôle de la conformité	501
10.	Le règlement des différends	506
	Conclusion	507
	Bibliographie.	508
	Chapitre 7 – La protection des eaux douces	523
1.	La problématique générale	523
2.	Les principales sources juridiques	527
2.1	Les sources significatives du début du droit international de l'eau	527
2.2	La Convention de New York de 1997 sur le droit des utilisations des cours d'eau internationaux à des fins autres que la navigation	533
2.2.1	Les traités sur l'eau préexistants à la Convention de New York	539

2.2.2	Les traités sur l'eau postérieurs à la Convention de New York	543
2.2.3	La Convention de New York face à la Convention d'Helsinki du 17 mars 1992 sur la protection et l'utilisation des cours d'eau transfrontières et des lacs internationaux	549
2.2.3.1	La Convention d'Helsinki et ses relations avec la Convention de New York	552
2.2.3.2	Les traités sur l'eau particuliers s'inscrivant dans le contexte de la Convention d'Helsinki	556
2.2.3.3	Les instruments obligatoires prolongeant le dispositif de la Convention d'Helsinki	559
2.2.4	La Convention de New York face au Projet d'articles de la C.D.I. sur les aquifères transfrontières de 2008	562
2.2.4.1	Le Projet d'articles et ses suites conventionnelles	562
2.2.4.2	Le Projet d'articles et ses relations avec la Convention de New York	564
2.3	Les grandes décisions de justice internationale	565
3.	Les domaines du droit international de l'eau	573
3.1	Le domaine géographique : les éléments aquatiques visés	573
3.1.1	L'élément territorial mobile : les eaux	573
3.1.2	L'élément territorial immobile : le bassin hydrographique et l'aquifère	578
3.1.3	L'élément territorial complexe : l'écosystème aquatique	580
3.2	Le domaine matériel : les activités visées	581
3.3	Le domaine personnel : les acteurs principaux	584
3.3.1	Les États	584
3.3.2	Les organisations intergouvernementales, notamment les commissions mixtes	585

3.3.3 Les autres acteurs	587
4. Les règles applicables	590
4.1 Les règles procédurales	590
4.2 Les règles matérielles	592
Bibliographie.	595
Chapitre 8 – La protection du milieu marin	597
1. La problématique générale	597
2. La réglementation générale dans le cadre de la Convention de Montego Bay	600
2.1 Les espaces maritimes	604
2.1.1 Les espaces relevant de la souveraineté étatique	604
2.1.2 Les espaces sur lesquels l'État côtier exerce des droits souverains.	606
2.1.3 Les espaces internationalisés	612
2.1.4 Les tendances d'évolution de certains espaces maritimes.	614
2.2 La réglementation environnementale générale (partie XII).	618
2.3 La réglementation des ressources naturelles des eaux de mer	621
2.3.1 Les ressources biologiques.	622
2.3.2 Les autres ressources marines	629
2.4 La réglementation des ressources de la Zone (partie XI)	631
3. La réglementation des mers régionales	634
3.1 Les régimes autonomes	635
3.2 Les régimes liés au Programme pour les mers régionales du PNUE.	639

4. La réglementation d'atteintes particulières au milieu marin.	647
4.1 La pollution tellurique	648
4.2 La pollution par les navires.	650
4.2.1 La sécurité normale des navires et des agents polluants à bord	652
4.2.1.1 Le cadre général posé par la Convention MARPOL	653
4.2.1.2 La prévention de la pollution par les hydrocarbures	657
4.2.1.3 La prévention des autres formes de pollution à partir des navires (substances nocives, eaux usées, ordures, pollution de l'air, peintures antisalissure).	660
4.2.2 Les situations d'urgence	662
4.2.3 La fin de vie d'un navire.	663
4.3 La pollution par immersion des déchets	665
4.4 La pollution générée par les activités sur les fonds marins.	667
4.5 Les autres formes d'atteinte	667
4.5.1 L'invasion du milieu marin par des espèces exotiques et des agents pathogènes	668
4.5.2 Formes particulières d'atteinte physique au milieu marin	670
Bibliographie.	671
Chapitre 9 – La pollution atmosphérique transfrontière	673
1. L'état du problème	674
1.1 La définition	674
1.2 Les principaux contaminants.	676
1.3 Les effets dommageables	677

2. Le régime de la convention de 1979 et son évolution	679
2.1 Le cadre général.	680
2.2 Les protocoles	683
2.2.1 Le soufre	685
2.2.2 Les oxydes d'azote (NO _x).	688
2.2.3 Les composés organiques volatils (COV)	690
2.2.4 Les métaux lourds	693
2.2.5 Les polluants organiques persistants (POP) . .	696
2.2.6 Le Protocole relatif à la réduction de l'acidification, de l'eutrophisation et de l'ozone troposphérique (1999)	700
2.3 Bilan	703
3. Le contexte Nord-Américain	705
3.1 L'Accord de 1991 sur la qualité de l'air.	706
3.2 L'Annexe sur l'ozone de décembre 2000	710
Bibliographie.	714
Chapitre 10 – La protection internationale de la couche d'ozone	717
1. L'état du problème	718
1.1 La fonction de l'ozone	718
1.2 Les substances responsables	721
1.3 La mise en place d'un régime évolutif	727
1.3.1 La Convention de Vienne	728
1.3.2 Le Protocole de Montréal de 1987.	730
1.4 Les défis d'une réglementation mondiale	733
2. Les mesures de restriction prises à l'endroit des substances qui appauvrissent l'ozone	737
2.1 Les substances réglementées et le calendrier des réductions de production et de consommation.	738

2.2	La restriction des échanges commerciaux des substances	747
2.2.1	Le commerce entre États Parties et États non-Parties	747
2.2.1.1	Les importations et exportations . . .	748
2.2.1.2	Les produits contenant des SAO et les produits fabriqués à l'aide de SAO	749
2.2.2	Le commerce entre Parties contractantes . . .	750
2.3	Les exceptions et usages permis : les besoins intérieurs fondamentaux des PED et les applications essentielles	752
3.	La prise en compte de la situation particulière des pays en développement	755
4.	La sanction des obligations	758
5.	Les défis actuels	761
	Annexes du Protocole de Montréal (Annexes A, B, C, D et E)	767
	Bibliographie	775
	Chapitre 11 - Les changements climatiques	779
1-	Notions fondamentales	779
1.1	La hausse de la température moyenne de la Terre . .	780
1.2	La hausse de la température et les activités humaines	783
1.3	Les gaz à effet de serre (GES)	785
1.4	Les grands pollueurs	789
1.5	Les impacts	793
1.6	Questions de fond	795
1.6.1	La diminution des émissions polluantes	795
1.6.2	La nécessaire équité entre les peuples	796

1.6.3	Le financement des mesures d'atténuation et d'adaptation et la compensation pour pertes et préjudices.	797
2.	La convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (1992)	801
2.1	L'objectif	801
2.2	Les principes.	802
2.2.1	Le principe des responsabilités communes, mais différenciées	803
2.2.2	Le droit au développement économique en faveur des PED	805
2.2.3	Une reconnaissance limitée du principe de précaution	806
2.3	Des obligations communes, mais différenciées	807
2.3.1	Les obligations communes.	807
2.3.1.1	L'obligation de faire l'inventaire des GES et d'établir un programme national.	807
2.3.1.2	L'obligation de communiquer à la Conférence des Parties l'inventaire national et les éléments du programme national	808
2.3.2	Les obligations spécifiques des pays développés	809
2.3.2.1	L'obligation de limiter les émissions de GES : un vœu pieux	810
2.3.2.2	Une obligation financière nouvelle en faveur des pays en développement	813
2.4	La structure institutionnelle	813
3-	Le protocole de Kyoto (1997-2020)	814
3.1	Statut actuel.	814
3.2	Historique	816
3.3	L'entrée en vigueur	817
3.4	Les obligations de réduction	818

3.5	Les diverses modalités de réduction des GES	822
3.5.1	L'obligation de promouvoir le développement durable	822
3.5.2	La possibilité de prendre en compte les puits de carbone forestiers et agricoles	823
3.5.3	La possibilité de recourir aux mécanismes du marché	824
3.5.3.1	Un marché international du carbone : plafonnement et échanges de droits d'émissions	826
3.5.3.2	La mise en œuvre conjointe entre pays industrialisés (MOC).	831
3.5.3.3	Le Mécanisme de développement propre (MDP).	831
3.5.3.4	La possibilité d'une mise en commun des obligations de réduction	833
3.6	Les leçons à tirer	835
4.	Les accords de Copenhague et de Paris	838
4.1	Bref historique des négociations 2005-2009	838
4.2	L'Accord de Copenhague	840
4.2.1	Nature politique de l'Accord	840
4.2.2	Des contributions nationales pour tous les pays	841
4.2.3	Engagements financiers	842
4.2.4	Les accords de Cancun, 2010	843
4.3	L'Accord de Paris du 12 décembre 2015	844
4.3.1	Objectifs poursuivis	845
4.3.2	Les contributions nationales	846
4.3.3	Un cadre transparent pour garantir l'imputabilité et la crédibilité du système	858
4.3.4	L'aide à l'adaptation et le problème des pertes et préjudices	861
4.3.5	Transfert de technologies et financement	862
4.3.5.1	Le Fonds pour l'environnement mondial	863

4.3.5.2	Le Fonds vert pour le climat	865
4.3.5.3	Le Fonds d'adaptation pour le changement climatique	868
	Bibliographie.	869
	Chapitre 12 – Les effluents industriels et les produits chimiques	873
1.	La nécessité d'une prise en charge globale	875
2.	La convention de Rotterdam	882
2.1	La procédure de consentement préalable en connaissance de cause.	885
2.2	L'échange d'informations	889
2.3	Les défis à relever	891
3.	La convention de Stockholm	897
3.1	Les substances chimiques visées	898
3.2	Les obligations souscrites.	903
3.3	Les défis à relever	906
4.	La Convention sur le mercure	910
	Bibliographie.	915
	Chapitre 13 – Les déchets	919
1.	Introduction	919
2.	L'immersion de déchets et d'autres matières	921
2.1	Les déchets.	921
2.2	Les autres matières (Installations <i>offshore</i>)	924
2.3	La pollution d'origine tellurique	927
3.	Les déchets dangereux	929
3.1	La définition du problème.	929
3.1.1	Les mouvements transfrontières des déchets à l'origine des initiatives internationales.	929

3.1.2	Les autres problèmes de la gestion des déchets et l'évolution de la situation	930
3.2	La réglementation internationale et régionale des déchets dangereux.	934
3.2.1	La réglementation internationale : la Convention de Bâle sur le contrôle des mouvements transfrontières de déchets dangereux et de leur élimination et son Protocole sur la responsabilité et l'indemnisation.	934
3.2.1.1	Les origines.	934
3.2.1.2	Les objectifs	937
3.2.1.3	Le champ d'application	938
3.2.1.4	Les obligations souscrites	940
3.2.1.5	La responsabilité et l'indemnisation : le Protocole de la Convention de Bâle	957
3.2.1.6	Les défis à relever	960
3.2.2	La réglementation régionale des mouvements transfrontières de déchets dangereux : la Convention de Bamako et les autres conventions régionales ou bilatérales	968
3.2.2.1	La Convention de Nouméa	968
3.2.2.2	L'Accord de coopération entre le Mexique et les États-Unis	969
3.2.2.3	L'accord canado-américain	969
3.2.2.4	La Convention de Bamako	971
3.2.2.5	L'accord de Panama	987
3.2.2.6	La Convention de Waigani	988
	Conclusion	989
	Bibliographie.	991
	Chapitre 14 – L'énergie nucléaire	999
	Introduction	1000
1.	L'utilisation de l'énergie nucléaire à des fins militaires	1005
1.1	La non-prolifération	1005
1.1.1	La reconnaissance temporaire du monopole des États dotés d'armes nucléaires	1007

1.1.2	Le droit inaliénable de tous les États à l'utilisation de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques . . .	1012
1.1.2.1	Le cas de l'Iran	1015
1.1.2.2	Le cas de la Corée du Nord.	1018
1.2	Les essais nucléaires.	1019
1.2.1	L'interdiction partielle des essais nucléaires .	1020
1.2.2	L'affaire des essais nucléaires français	1021
1.2.2.1	Nouvelle-Zélande contre France, 1995	1021
1.2.3	Les traités américano-soviétiques de 1974 et 1976	1022
1.2.4	L'interdiction complète des essais nucléaires .	1022
1.3	La présomption d'illégalité du recours à l'arme nucléaire	1024
1.3.1	L'Avis consultatif de 1996	1024
1.3.2	Les conséquences de l'Avis	1029
1.4	Les zones exemptes d'armes nucléaires.	1029
1.4.1	L'Antarctique	1030
1.4.2	L'espace extra-atmosphérique	1030
1.4.3	Le fond des mers et des océans.	1031
1.4.4	L'Amérique latine et les Caraïbes	1031
1.4.5	Le Pacifique Sud (1985)	1032
1.4.6	L'Asie du Sud-est et l'Asie centrale	1033
1.4.7	L'Afrique	1033
1.4.8	Un grand absent : le Moyen-Orient	1034
2.	L'utilisation de l'énergie nucléaire à des fins civiles. . . .	1035
2.1	La sûreté	1035
2.1.1	La sûreté des centrales électronucléaires . . .	1035
2.1.2	La protection physique des matières nucléaires	1036
2.2	La survenance d'un accident nucléaire	1037
2.2.1	La notification rapide.	1037

2.2.2	L'assistance internationale.	1038
2.3	La responsabilité.	1038
3.	Les déchets radioactifs	1038
3.1	Notions préliminaires	1039
3.2	Sûreté des installations de gestion du combustible usé et des déchets radioactifs	1042
3.2.1	Champ d'application	1043
3.2.2	Obligations	1044
3.2.3	Contrôle international	1045
3.2.4	Commerce	1045
3.3	L'interdiction de l'immersion en mer	1047
3.3.1	L'interdiction partielle de 1972	1048
3.3.2	Le moratoire de 1983	1050
3.3.3	L'interdiction générale de 1993 et de 1996 . .	1052
3.4	Les droits des générations futures	1055
	Bibliographie	1056
 Chapitre 15 – La protection de l'environnement face aux règles du commerce international . .		
1.	État du problème	1059
2.	Le droit de l'OMC	1063
2.1	Le GATT de 1994.	1063
2.1.1	L'interdiction des restrictions quantitatives. .	1064
2.1.2	Le principe de non-discrimination entre produits similaires	1065
2.1.3	Normes-produits et normes non-produits . . .	1067
2.1.4	Les exceptions générales de l'article XX. . . .	1071
2.2	Les principaux accords commerciaux OMC reliés à l'environnement	1072

3.	Le test de l'article XX comme critère de légitimité des législations nationales environnementales qui ont un effet sur le commerce	1074
3.1	Les exceptions générales de l'article XX b) et g) . . .	1075
3.1.1	Le paragraphe introductif de l'article XX . . .	1076
3.1.2	Les mesures prises au titre de l'alinéa b) . . .	1077
3.1.3	Les mesures prises au titre de l'alinéa g) . . .	1082
3.2	Revue sommaire de la jurisprudence environnementale sous l'article XX du GATT	1085
3.2.1	L'affaire du thon mexicain	1085
3.2.1.1	Thon I	1085
3.2.1.2	Thon II	1087
3.2.2	L'affaire concernant la formule américaine d'essence ancienne et nouvelle	1089
3.2.3	L'affaire Crevettes I	1090
3.2.4	L'affaire Crevettes II (2001)	1093
3.2.5	L'affaire des produits de l'amiante chrysotile .	1094
3.2.6	L'affaire Brésil – Pneumatiques rechapés. . .	1095
3.2.7	L'affaire du bœuf aux hormones	1097
3.3	L'exception de l'article XX a) : l'affaire Communautés européennes – Certaines mesures prohibant l'importation et la commercialisation de produits dérivés du phoque	1098
4.	Les accords multilatéraux environnementaux	1105
4.1	Le commerce entre États membres de l'OMC qui sont également Parties à un AEM	1108
4.2	Le commerce entre deux États membres de l'OMC dont un seul est Partie à un AEM.	1110
5.	Les travaux du comité du commerce et de l'environnement (CCE)	1110
5.1	Les sujets qui font l'objet de négociations dans le cadre du Cycle de Doha	1113
5.1.1	Les biens et services environnementaux . . .	1113

5.1.2	Les AEM.	1119
5.2	Les sujets à l'ordre du jour du CCE, session ordinaire	1121
5.2.1	Les prescriptions environnementales et les accès aux marchés	1121
5.2.2	L'étiquetage à des fins environnementales (éco-étiquetage)	1123
5.2.3	L'Accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce . . .	1131
	Bibliographie	1133
	Chapitre 16 – La protection de l'environnement et les traités commerciaux régionaux : l'exemple de l'ALÉNA	1137
1.	Le cadre Nord-Américain de protection de l'environnement	1138
1.1	Les dispositions environnementales dans le cadre de l'ALÉNA.	1139
1.1.1	La primauté de certains accords environnementaux sur les accords commerciaux	1140
1.1.2	La légitimité de mesures environnementales unilatérales au titre de mesures sanitaires et phytosanitaires	1141
1.1.3	La légitimité de mesures environnementales unilatérales au titre de mesures techniques de normalisation	1142
1.1.4	La légitimité de mesures environnementales unilatérales et leur conformité au regard du chapitre concernant les investissements . . .	1144
1.1.5	La légitimité de certaines mesures environnementales unilatérales au titre des exceptions générales reconnues dans le cadre du GATT de 1947	1145
1.1.6	Le recours à des experts de l'environnement dans le cadre de la procédure d'arbitrage . . .	1147

1.2	La controverse autour de l'invocation du chapitre 11 de l'ALÉNA à l'encontre des normes environnementales nationales : quelques éléments jurisprudentiels . . .	1150
1.2.1	Les premières décisions arbitrales.	1153
1.2.2	Quelques cas récents et le maintien des craintes quant à la capacité des États d'adopter des mesures réglementaires légitimes	1158
1.3.	L'accord nord-américain de coopération dans le domaine de l'environnement	1171
1.3.1	Les origines	1171
1.3.2	Le régime des obligations	1175
1.3.2.1	L'obligation d'appliquer efficacement la législation environnementale . . .	1175
1.3.2.2	L'obligation générale de coopération	1176
1.3.3	Le règlement des différends	1177
1.3.3.1	La plainte (ou « communication ») individuelle	1179
1.3.3.2	La plainte étatique	1182
	a) L'ouverture de consultations directes et la médiation possible du Conseil.	1183
	b) La procédure exceptionnelle de l'arbitrage médiateur.	1183
1.3.3.3	L'exception canadienne.	1185
	a) L'impossibilité de sanctions commerciales contre le Canada. .	1185
	b) L'adhésion formelle des provinces par application de la clause fédérale	1185
1.3.4	La participation du public	1187
2.	Accords de commerce et Europe.	1191
	Bibliographie	1195

Chapitre 17 – La responsabilité internationale pour dommages transfrontières	1201
1. Le principe de l'utilisation non dommageable du territoire et l'obligation générale de prévention	1204
1.1 La jurisprudence internationale	1204
1.1.1 <i>L'Affaire de la Fonderie de Trail</i> (<i>Trail Smelter Case</i>)	1204
1.1.2 <i>L'Affaire du Détroit de Corfou</i>	1206
1.1.3 <i>L'Affaire du Lac Lanoux</i>	1207
1.1.4 <i>L'Affaire des essais nucléaires français</i>	1209
1.1.5 <i>L'Affaire Gabčíkovo-Nagymaros</i>	1210
1.1.6 <i>L'Affaire relative à des usines de pâte à papier</i> <i>sur le fleuve Uruguay</i>	1215
1.1.7 <i>L'Affaire des épandages aériens d'herbicides</i>	1216
1.2 Éléments fondamentaux de l'obligation générale de prévention	1217
1.2.1 Une obligation de droit coutumier	1218
1.2.2 Le contenu de l'obligation	1220
1.2.3 Une obligation traditionnelle de moyen et non de résultat	1222
1.2.4 Des dommages appréciables	1225
1.2.5 Une obligation nécessaire, mais inadéquate, pour la protection des victimes.	1226
2. La réparation du dommage transfrontière : aspects généraux.	1227
2.1 La responsabilité pour fait illicite.	1227
2.2 Vers une responsabilité environnementale sans égard à la faute.	1229
2.2.1 Le retour à la <i>Fonderie de Trail</i>	1230
2.2.2 Le Projet d'un Groupe de travail de la CDI de 1996 : une responsabilité objective sans assise théorique, à la charge de l'État	1232

2.3	Vers un droit nouveau : une responsabilité objective à la charge de l'exploitant (2006)	1235
3.	La réparation des dommages : les régimes conventionnels particuliers fondés sur la responsabilité objective	1240
3.1	La responsabilité civile en matière nucléaire	1241
3.1.1	Le plan européen	1243
3.1.2	Sur le plan mondial	1246
3.1.3	La nouvelle convention mondiale de 1997	1247
3.1.4	Le transport maritime de matières nucléaires	1248
3.1.5	Les navires à propulsion nucléaire	1249
3.2	La responsabilité civile en matière maritime : la pollution accidentelle	1250
3.2.1	Aspects historiques	1250
3.2.1.1	Le naufrage du Torrey Canyon et le développement du droit de la responsabilité objective	1250
3.2.1.2	Le naufrage de l' <i>Amoco-Cadiz</i>	1253
3.2.2	Le régime actuel de la responsabilité civile pour les dommages dus à la pollution par les hydrocarbures	1254
3.2.2.1	Le régime de la Convention sur la responsabilité	1255
3.2.2.1.1	Responsabilité objective	1255
3.2.2.1.2	Limite de responsabilité	1256
3.2.2.1.3	Assurance obligatoire	1257
3.2.2.1.4	La notion de dommage	1257
3.2.2.1.5	Cas d'exonération	1257
3.2.2.2	Les Fonds internationaux d'indemnisation	1258
3.2.2.2.1	Le FIPOL 1992	1258
3.2.2.2.2	Le Fonds complémentaire de 2003	1264
3.2.3	Les dommages dus à la pollution par les hydrocarbures de soute	1265

3.2.4	La pollution par d'autres substances nocives et potentiellement dangereuses (Convention SNPD 1996/2010)	1266
3.3	Le transport et l'élimination des déchets dangereux (Protocole de Bâle)	1268
3.4	Les accidents industriels sur les eaux transfrontières	1269
4.	La responsabilité objective, en droit européen	1270
4.1	Dommmages résultant d'activités dangereuses pour l'environnement. Le projet mort-né de la convention de Lugano (1993).	1270
4.2	Responsabilité environnementale en ce qui concerne la prévention et la réparation des dommages environnementaux	1273
5.	La responsabilité pénale de l'état pour crime environnemental	1276
5.1	Le Projet de la CDI de 1996	1276
5.2	Le Projet d'articles de 2001	1277
5.3	La Convention sur la protection de l'environnement par le droit pénal (Strasbourg 1998)	1278
	Bibliographie	1279
	Chapitre 18 – La protection de l'environnement en rapport avec les conflits armés	1283
1.	La problématique générale	1283
2.	Le domaine d'application <i>ratione instrumentorum</i>	1287
2.1	Les instruments du droit international des conflits armés	1287
2.2	Les instruments du droit international de l'environnement	1289
3.	Le domaine d'application <i>ratione loci</i>	1290
3.1	Les territoires des États impliqués dans un conflit armé.	1290

3.2	Les espaces, zones et sites bénéficiant d'un statut protecteur spécial	1292
4.	Le domaine d'application <i>ratione temporis</i>	1295
4.1	La situation en amont d'un conflit armé	1295
4.1.1	Les normes préventives des conflits armés dans des domaines environnementaux particulièrement sensibles et vitaux.	1295
4.1.2	Les normes sur le désarmement	1296
4.1.3	Les normes dans le domaine des essais des armes, notamment nucléaires	1298
4.1.4	Les normes relatives au déclenchement d'un conflit armé	1300
4.2	La situation pendant un conflit armé.	1301
4.2.1	La continuité des obligations environnementales en période de conflit armé	1302
4.2.2	La proscription des méthodes de guerre particulièrement attentatoires à l'environnement.	1303
4.2.3	L'apparition d'éléments spécifiquement environnementaux constitutifs notamment du crime de guerre	1307
4.3	La situation en aval d'un conflit armé	1309
5.	Le domaine d'application <i>ratione materiæ</i> (principes juridiques majeurs)	1311
	Bibliographie	1314
	Table des législations	1315
	Table de la jurisprudence	1397
	Index analytique	1411